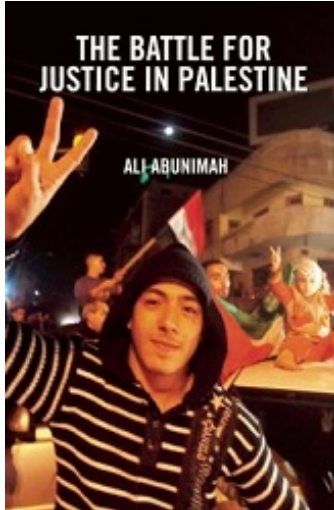


Justice pour la Palestine (Counterpunch)

11 mars 2014

On ne lâche rien.



Ron JACOBS

Le 6 février 2014, le [Washington Free Beacon](#) rapportait qu'un projet de loi avait été présenté à la Chambre des Représentants étasunienne pour priver de toutes subventions fédérales toute institution académique qui boycotterait l'état d'Israël. Ironiquement, le projet de loi commençait par ces mots : "Israël est un allié vital des Etats-Unis et un pair démocrate qui promeut la liberté d'expression ..." Le projet de loi (et d'autres du même genre dans d'autres institutions étasuniennes) se poursuit par la demande que les fonds fédéraux (ou les fonds d'un état particulier dans le cas des subventions d'un état) soient refusés aux universités et organisations "qui bénéficient d'importantes subventions" et dont la ligne de conduite ou les déclarations visent à soutenir le boycott d'"institutions académiques ou d'universitaires" israéliens.

En d'autres termes, le projet de loi utilise la notion de liberté d'expression pour refuser des subventions fédérales à toute organisation du système universitaire du Michigan qui se servirait de la liberté d'expression pour soutenir le boycott d'institutions académiques israéliennes. Par exemple, si un groupe officiel d'étudiants s'opposait dans une déclaration à ce que l'université sponsorise un conférencier dont les recherches ont soutenu ou reconnu l'occupation israélienne de la Cisjordanie, ce groupe perdrait ses subventions. En vérité, si la loi passait, toute l'université perdrait ses subventions fédérales ; et tout cela parce qu'Israël soutient la liberté d'expression.

Au cours des 50 dernières années (au moins) les Etats-Unis et l'Union Européenne ont, à peu près tout le temps, marché au son des tambours israéliens et couvert le système de contrôle des checkpoints et la répression permanente des Palestiniens. On peut compter sur les doigts de la main les fois où ces nations n'ont pas manifesté de parti pris en faveur d'Israël. Quand c'est arrivé, cela n'a pas duré longtemps ni n'a été très convainquant. Cette dynamique entre Israël et les pays qui le soutenaient a été une des rares constantes de l'époque actuelle.

[Ali Abunimah](#) est un militant des droits de l'homme et un opposant au capitalisme néolibéral. Il est le rédacteur en chef d'Electronic Intifada, le journal en ligne qui couvre la Palestine et son peuple. Il vient de publier *La bataille pour la justice en Palestine*. Le livre rejette la solution de deux états qu'il considère comme un leurre. Au lieu de la solution à deux états promue par quasiment tous les commentateurs, les politiciens et les officiels qui ne sont pas complètement opposés à un état palestinien, même un faux, Abunimah se fait le héraut d'un état unique de Palestine. Son livre est un plaidoyer pour une telle nation.

Il ne s'arrête pas là. *La bataille pour la justice en Palestine* examine le rôle de l'Autorité Palestinienne depuis le

début de la colonisation de la Palestine, la réelle signification de la paix économique de Bibi Netanyahou et la nature de l'opposition au Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) dont le succès grandit. Abunimah qui est un militant connu – et de ce fait il a été attaqué, interdit et on a souvent essayé de le faire taire – n'est pas étranger à ce succès. Il montre de façon convaincante et bien documentée les forces à l'oeuvre derrière la volonté israélienne d'étouffer le mouvement BDS et l'hypocrisie de ses adversaires pour ce qui est des droits humains et de la liberté d'expression.

L'argument essentiel d'Abunimah en faveur d'un seul état est simple. Les fondateurs d'Israël, ses supporters occidentaux et leurs gouvernements et ses leaders successifs sont tous consacrés à la perpétuation d'Israël en tant qu'état juif laïque. Il y en a, dans ces groupes, ceux qui pensent qu'Israël a le droit d'étendre son territoire aux dépens d'autres peuples au premier rang desquels le peuple palestinien. Et il, y a ceux qui n'expriment pas ouvertement leur soutien pour cette expansion mais invoquent des raisons de sécurité pour justifier des actes perpétrés sans aval international (comme les colonies, les incursions militaires et les négociations de paix). La détermination d'Israël exclut de s'imaginer que ses négociateurs puisse jamais accepter quoi que ce soit qui soit contraire à ces objectifs. En conséquence il est clair que la solution de deux États ne constitue qu'une étape vers son grand rêve : le Grand Israël. C'est aussi la dernière étape avant la destruction de la Palestine en tant qu'entité géographique. La Palestine ne sera plus qu'une abstraction.

On a l'habitude de comparer l'oppression israélienne des Palestiniens avec l'Afrique du Sud ; Abunimah reprend la métaphore mais dans un sens différent. Il ne compare pas la situation israélienne à l'apartheid sud-africain mais il s'intéresse à la renaissance de ce pays en une seule entité incluant tous ses citoyens après que l'Apartheid a été abattu. Abunimah montre qu'un seul état laïque et démocratique donnant à ses citoyens israéliens et palestiniens les mêmes droits sans distinction de religion ou de culture pourrait être créé. Après tout, l'Afrique du Sud au temps de l'Apartheid était une nation divisée. il y avait les Boers, les Afrikaners, les Noirs et les Métisses. Avant la dissolution finale de l'Apartheid, vers la fin du XXe siècle très peu de gens s'attendaient à ce que les différents groupes de la nation réussissent à coexister. Le fait qu'ils le fassent aujourd'hui (tout en continuant à travailler à une meilleure société) permet d'espérer qu'il en soit de même un jour pour les Israéliens et les Palestiniens.

Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, le droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes fait partie du droit et de la diplomatie internationaux. Cela implique le droit de "déterminer librement son statut politique et de poursuivre librement son développement économique, social et culturel". Dans l'Israël d'aujourd'hui, trop de citoyens semblent penser que leur droit à disposer d'eux-mêmes comprend le droit d'opprimer un autre peuple. C'est pourquoi ils ont construit des colonies, drastiquement limité la liberté de mouvement, détruit des infrastructures, fermé des écoles, violé la liberté de culte et tous les droits des Palestiniens en Israël comme en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

La bataille pour la justice en Palestine est un livre de première importance qui sort à un moment crucial. Le secrétaire d'Etat étasunien, John Kerry, est en train de faire renaître le serpent de mer des négociations de paix. Les colonies se développent à toute allure (et celles qui existent sont défendues avec violence) sur des terres que Tel Aviv se dépêche de voler avant que la "solution" de deux états ne lui soit imposé. Le mouvement BDS se renforce et sa vision de la situation palestinienne se répand de plus en plus ; Israël et ses supporters intensifient leurs attaques contre ceux qui osent appeler l'apartheid par son nom.

Abunimah offre un panorama pénétrant et bien informé de la complexité de l'occupation israélienne à l'aide de documents factuels. En partant du fait que "la terre historique de Palestine appartient à ceux qui y vivent et à ceux qui en ont été chassés ou exilés depuis 1948, sans considération de religion, de race, d'origine et de citoyenneté," [i], Abunimah réfute les arguments d'Israël pour justifier son occupation et contribue de manière décisive à l'instauration d'une vraie justice en Palestine.

Ron Jacobs

Ron Jacobs vient de publier le roman *All the Sinners, Saints*. Il a aussi écrit *The Way the Wind Blew : a History of the Weather Underground and Short Order Frame Up* et *The Co-Conspirator's Tale*. Il a contribué à l'ouvrage *Hopeless : Barack Obama and the Politics of Illusion*, publié par AK Press

Pour consulter l'original : <http://www.counterpunch.org/2014/02/28/justice-for-palestine/>

Traduction : *Dominique Muselet*

Note :

[i] The One State Declaration, *The Electronic Intifada*, 29 November 2007

»» <http://www.counterpunch.org/2014/02/28/justice-for-palestine/>